



11 mars 2022

(22-2221)

Page: 1/24

---

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

**SUBVENTIONS**

NOUVELLE NOTIFICATION COMPLÈTE AU TITRE DE L'ARTICLE XVI:1 DU GATT  
DE 1994 ET DE L'ARTICLE 25 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS  
ET LES MESURES COMPENSATOIRES

SUISSE

La communication ci-après, datée du 28 février 2022 et reçue le 3 mars 2022, est distribuée à la demande de la délégation de la Suisse.

---

---

**Table des matières**

<b>1 POLITIQUE REGIONALE .....</b>	<b>3</b>
<b>2 POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES .....</b>	<b>4</b>
2.1 REMBOURSEMENT DE LA TAXE SUR LE CO <sub>2</sub> DANS CERTAINS SECTEURS ÉCONOMIQUES .....	4
<b>3 FORESTERIE .....</b>	<b>6</b>
<b>4 POLITIQUE ENERGETIQUE .....</b>	<b>7</b>
4.1 DONS POUR LES INVESTISSEMENTS DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES .....	7
4.2 DONS POUR L'EXPLORATION GÉOTHERMIQUE .....	8
4.3 PRIME DE MARCHÉ POUR LES GRANDES INSTALLATIONS HYDROÉLECTRIQUES .....	10
<b>5 REMBOURSEMENT DE L'IMPOT SUR LES HUILES MINERALES.....</b>	<b>11</b>
<b>6 AGRICULTURE.....</b>	<b>12</b>
6.1 POLITIQUE AGRICOLE 2014-2021 .....	12
6.2 PRODUITS LAITIERS .....	13
6.3 VIANDE BOVINE .....	14
6.4 LAINE .....	15
6.5 ŒUFS .....	16
6.6 TABAC.....	17
6.7 PROTEAGINEUX.....	18
6.8 GRAINES OLEAGINEUSES .....	19
6.9 BETTERAVE A SUCRE .....	20
6.10 SEMENCES .....	20
6.11 FRUITS .....	21
6.12 VIN.....	22
6.13 CEREALES .....	23

## 1 POLITIQUE REGIONALE

### 1. Titre du programme

Allègement fiscal sur la base de la Loi fédérale sur la politique régionale (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008).

### 2. Période sur laquelle porte la notification

2019-2020.

### 3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Créer ou maintenir des emplois dans des zones faibles sur le plan structurel clairement définies. Ces zones présentent un faible niveau de développement structurel, économique et social et se trouvent principalement dans des zones rurales concernant 10% de la population suisse. Elles pourront se lancer dans des activités à valeur ajoutée, l'objectif final étant de réduire les disparités régionales. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, les considérations relatives à l'aménagement du territoire sont prises en compte en plus de la faiblesse structurelle.

### 4. Fondement et législation

Fondement juridique:

- Article 12 de la Loi fédérale du 6 octobre 2006 sur la politique régionale (état au 1<sup>er</sup> janvier 2008).
- Ordonnance du 3 juin 2016 concernant l'octroi d'allègements fiscaux en application de la politique régionale (état au 1<sup>er</sup> juillet 2016, remplace l'Ordonnance du 28 novembre 2007 concernant l'octroi d'allègements fiscaux en application de la politique régionale).
- Ordonnance du DEFR du 3 juin 2016 concernant la détermination des communes appartenant aux zones d'application en matière d'allègements fiscaux (état au 1<sup>er</sup> juillet 2016, remplace l'Ordonnance du 28 novembre 2007 concernant la détermination des zones d'application en matière d'allègements fiscaux).
- Ordonnance du DEFR du 3 juin 2016 concernant l'octroi d'allègements fiscaux en application de la politique régionale (état au 1<sup>er</sup> juillet 2016).

Autorités:

Secrétariat d'État à l'économie (SECO)/Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR).

### 5. Forme de la subvention

Allègement fiscal partiel ou total accordé en application de la Loi fédérale du 6 octobre 2006 sur la politique régionale, d'une durée ne pouvant dépasser 10 ans. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, l'allègement fiscal prend la forme d'un montant absolu (plutôt que d'un pourcentage).

### 6. À qui et comment la subvention est accordée

Les allègements fiscaux sont accordés aux entreprises industrielles. Le projet doit créer ou maintenir des emplois dans des zones faibles sur le plan structurel clairement définies (zones d'application).

### 7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le montant total des recettes fiscales sacrifiées au titre de la Loi fédérale du 6 octobre 2006 sur la politique régionale s'élève à environ 44 millions de CHF par an (moyenne sur la période 2008-2018). Le montant total des recettes fiscales sacrifiées au titre de décisions publiées après le 1<sup>er</sup> juillet 2016

s'élève à environ 0,8 million de CHF par an (moyenne sur la période 2016-2018). Conformément à la loi fiscale générale, les chiffres ne sont disponibles qu'après trois ans.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La Loi fédérale du 6 octobre 2006 sur la politique régionale n'est pas limitée dans le temps.

Les allègements fiscaux sont accordés pour une durée maximale de 10 ans.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Entre 2008 et 2021, 148 projets ont bénéficié d'un allègement fiscal, soit 10,6 projets par an en moyenne.

## **2 POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES**

### **2.1 REMBOURSEMENT DE LA TAXE SUR LE CO<sub>2</sub> DANS CERTAINS SECTEURS ÉCONOMIQUES**

1. Titre du programme

Remboursement de la taxe sur le CO<sub>2</sub> (articles 31 et 32a de la Loi fédérale du 23 décembre 2011 sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> (Loi sur le CO<sub>2</sub>) (état au 1<sup>er</sup> janvier 2020)).

2. Période sur laquelle porte la notification

2015-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le remboursement de la taxe sur le CO<sub>2</sub> vise à éviter un inconvénient indésirable pour la compétitivité des entreprises qui sont exposées à la concurrence internationale.

4. Fondement et législation

Fondement:

La taxe sur le CO<sub>2</sub> visant les combustibles utilisés pour le chauffage et les activités de transformation a été introduite en janvier 2008, avec un montant initial de 12 CHF par tonne de CO<sub>2</sub>. Elle est passée à 36 CHF par tonne de CO<sub>2</sub> en janvier 2010, à 60 CHF par tonne de CO<sub>2</sub> en janvier 2014, à 84 CHF par tonne de CO<sub>2</sub> en janvier 2016 et à 96 CHF par tonne de CO<sub>2</sub> en janvier 2018. Conformément à la Loi sur le CO<sub>2</sub>, le montant maximal de la taxe est de 120 CHF par tonne de CO<sub>2</sub>.

La Loi sur le CO<sub>2</sub> prévoit une exemption de la taxe sur le CO<sub>2</sub> (remboursement de la taxe) pour les industries à forte consommation d'énergie qui participent au système d'échange de quotas d'émission (SEQUE) ou qui se sont engagées à réduire leurs émissions (non couvertes par le SEQUE). En outre, depuis le début de 2018, les exploitants d'installations de production mixte de chaleur et d'électricité peuvent être exemptés de taxe sur le CO<sub>2</sub> visant les combustibles fossiles qu'ils utilisent pour la production d'électricité.

- SEQUE: introduit en 2008, élargi et aligné sur le SCEQE pour la période 2013-2020. Les grandes entreprises générant beaucoup de gaz à effet de serre sont tenues de participer au SEQUE, alors que les moyennes entreprises peuvent y participer sur une base volontaire. Les entreprises participant au SEQUE sont exemptées de la taxe sur le CO<sub>2</sub>. L'exemption accordée aux entreprises dont la participation au SEQUE est obligatoire ne figure pas dans la liste ci-dessous concernant les remboursements de taxes.
- Entreprises non couvertes par le SEQUE: les entreprises de certains secteurs qui sont particulièrement affectées par la taxe sur le CO<sub>2</sub> peuvent demander à être exemptées de cette taxe, à condition qu'elles s'engagent à réduire leurs émissions. Les secteurs économiques concernés sont énoncés à l'annexe 7 de l'Ordonnance sur le CO<sub>2</sub>. Des renseignements complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante:

<https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/climat/info-specialistes/politique-climatique/taxe-sur-le-co2/exemption-de-la-taxe-sur-le-co2-pour-les-entreprises.html>

- Installations de production mixte de chaleur et d'électricité: les entreprises qui exploitent des installations de production mixte de chaleur et d'électricité peuvent obtenir le remboursement de la taxe sur le CO<sub>2</sub> visant les combustibles fossiles utilisés pour la production d'électricité. Toutefois, alors que 60% du remboursement sont accordés sans autres obligations, les 40% restants sont remboursés sous réserve d'investissements de ce montant dans des mesures visant à accroître l'efficacité énergétique. Pour de plus amples renseignements, voir:

<https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/climat/info-specialistes/politique-climatique/taxe-sur-le-co2/exemption-de-la-taxe-sur-le-co2-pour-les-entreprises.html>

Exemption de la taxe sur le CO<sub>2</sub> pour les installations CCF.

Fondement juridique:

- Loi fédérale du 23 décembre 2011 sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> (Loi sur le CO<sub>2</sub>) (état au 1<sup>er</sup> janvier 2020):

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20091310/index.html>.

- Ordonnance sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> du 30 novembre 2012 (état au 1<sup>er</sup> novembre 2020):

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20120090/index.html>.

Autorités:

- Office fédéral de l'environnement (OFEV)/Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).
- Administration fédérale des douanes (AFD)/Département fédéral des finances (DFF).

## 5. Forme de la subvention

Remboursement de la taxe sur le CO<sub>2</sub>.

## 6. À qui et comment la subvention est accordée

Entreprises non couvertes par le SEQE: Le remboursement de la taxe sur le CO<sub>2</sub> est accordé uniquement aux entreprises exerçant l'une des activités visées à l'annexe 7 de l'Ordonnance sur le CO<sub>2</sub>. Les entreprises admissibles doivent s'engager à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre sur la base d'un objectif fixé de réduction des émissions. Les petites entreprises ont également la possibilité de fixer un objectif uniquement basé sur des mesures de réduction des émissions efficaces. Si une entreprise n'atteint pas son objectif, elle doit, pour chaque tonne excédentaire de CO<sub>2</sub> émise, payer une pénalité de 125 CHF en plus de la taxe sur le CO<sub>2</sub> et rendre un certificat de réduction des émissions.

Installations de production mixte de chaleur et d'électricité: Le remboursement de la taxe sur le CO<sub>2</sub> est accordé uniquement aux entreprises qui exploitent des installations existantes d'une puissance thermique nominale de 0,5 à 20 MW. Lorsqu'une entreprise ne respecte pas son obligation d'investissement dans les délais, l'OFEV ordonnera à l'entreprise de restituer 40% de la taxe sur le CO<sub>2</sub> remboursée sur les combustibles fossiles qui ont été utilisés pour la production d'électricité.

## 7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

La taxe sur le CO<sub>2</sub> qui a été remboursée par l'Administration fédérale des douanes aux entreprises exemptées (non tenues de participer au SEQE) était de 97 millions de CHF en 2015 (1,618 million de tonnes de CO<sub>2</sub>\*60 CHF/tonne de CO<sub>2</sub>), 139 millions de CHF en 2016 (1,655 million de tonnes de

CO<sub>2</sub>\*84 CHF/tonne de CO<sub>2</sub>), 141 millions de CHF en 2017 (1,674 million de tonnes de CO<sub>2</sub>\*84 CHF/tonne de CO<sub>2</sub>), 158 millions de CHF en 2018 (1,649 million de tonnes de CO<sub>2</sub>\*96 CHF/tonne de CO<sub>2</sub>), 163 millions de CHF en 2019 (1,695 million de tonnes de CO<sub>2</sub>\*96 CHF/tonne de CO<sub>2</sub>) et 157 millions de CHF en 2020 (1,638 million de tonnes de CO<sub>2</sub>\*96 CHF/tonne de CO<sub>2</sub>). Les données sur le montant des remboursements en 2021 ne sont pas encore disponibles.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

En 2021, le peuple suisse a rejeté la réforme proposée de la Loi fédérale du 23 décembre 2011 sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (Loi sur le CO<sub>2</sub>). Même si la révision totale de la Loi sur le CO<sub>2</sub> a été rejetée par le peuple lors du référendum du 13 juin 2021, les entreprises non couvertes par le SEQE resteront exemptes de la taxe sur le CO<sub>2</sub> (engagement de réduction). Le fondement juridique en est une révision partielle de la Loi sur le CO<sub>2</sub> fondée sur l'initiative parlementaire 21.477 (Prolongation de l'objectif de réduction de la Loi sur le CO<sub>2</sub>), qui doit entrer en vigueur rétroactivement le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et réglementer l'obligation de réduction jusqu'à la fin de 2024.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose pas de données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce.

### 3 FORESTERIE

1. Titre du programme de subvention

Nouveau système de péréquation financière et de répartition des tâches (RPT) entre le gouvernement fédéral et les cantons.

2. Période sur laquelle porte la notification

2019-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Indemnisation des propriétaires forestiers pour services rendus au public. Les subventions sont versées conformément à Loi fédérale sur les forêts (LFo). Les principes de ce système de financement sont indiqués dans l'article 35 de la LFo.

4. Fondement et législation

Loi fédérale sur les forêts (1991) [RS 921].

[https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1992/2521\\_2521\\_2521/fr](https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1992/2521_2521_2521/fr)

Ordonnance fédérale sur les forêts [RS 921.01].

[https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1992/2538\\_2538\\_2538/fr](https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1992/2538_2538_2538/fr)

5. Forme de la subvention

Depuis 2008, le nouveau système de péréquation financière et de répartition des tâches est en vigueur. Ce système touche également l'aide dans le domaine de la foresterie. L'aide est allouée sous la forme d'indemnités et d'aide financière.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Le gouvernement fédéral et les cantons accordent principalement des subventions globales qui favorisent les catégories suivantes: "Forêts protectrices", "Biodiversité en forêt" et "Gestion des forêts". En général, les contributions des cantons sont au moins aussi élevées que celles du gouvernement fédéral. Cependant, les exigences des cantons sont très différentes en ce qui concerne leurs forêts et leurs types de forêt. Ces différences signifient que la manière dont sont réparties leurs contributions entre les différentes catégories varie aussi grandement. Avec le NFE, le gouvernement fédéral a introduit des conventions-programmes d'une durée de quatre ans entre le

gouvernement fédéral et les cantons. Les subventions versées par le gouvernement fédéral et les cantons sont gérées par les cantons afin d'atteindre les objectifs communs définis dans le cadre du programme. Le programme "Forêts" pour la période 2020-2024 comprend les sous-programmes "Forêts protectrices", "Biodiversité en forêt" et "Gestion des forêts".

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

En 2019, la Confédération participait à des programmes représentant 160,3 millions de CHF; en 2020, le montant était de 152,2 millions de CHF. Les composantes des contributions fédérales sont les suivantes: programme "Forêts", comprenant les sous-programmes "Forêts protectrices", "Biodiversité en forêt" et "Gestion des forêts", ainsi que la protection contre les dangers naturels, les crédits à l'investissement en faveur des forêts et "divers".

Poste budgétaire	Compte 2019 (millions de CHF)	Compte 2020 (millions de CHF)
Forêts protectrices	73,1	71,4
Biodiversité en forêt	20,0	19,9
Gestion des forêts	19,4	21,3
Protection contre les dangers naturels	37,5	32,9
Composantes diverses	9,4	5,9
Prêts pour l'investissement dans le secteur forestier	0,9	1,0
<b>Total</b>	<b>160,3*</b>	<b>152,2*</b>

\*) Les chiffres sont arrondis. Des écarts d'arrondi sont possibles.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

À compter de 2008, des programmes d'une durée de quatre ans (2008-2011, 2012-2015, 2016-2019) ont été introduits. La période en cours est exceptionnellement une période de cinq ans (2020-2024).

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

L'effet du programme d'aide sur le commerce est négligeable, voire inexistant.

## 4 POLITIQUE ENERGETIQUE

### 4.1 DONS POUR LES INVESTISSEMENTS DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

1. Titre du programme de subvention

Dons pour l'investissement dans des installations photovoltaïques, hydroélectriques et alimentées à la biomasse (Loi sur l'énergie; [RS 730.0](#)).

2. Période sur laquelle porte la notification

2017-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les dons pour l'investissement constituent un instrument qui a été développé par la Confédération aux fins d'encourager la production d'énergie renouvelable.

4. Fondement et législation

Fondement juridique: articles 25 à 27 de la Loi sur l'énergie, datée du 30 septembre 2016 ([RS 730.0](#)).

Autorités: Office fédéral Suisse de l'énergie ([www.bfe.admin.ch](#)).

Organisme d'exécution chargé des dons pour les systèmes photovoltaïques: Pronovo ([www.pronovo.ch](#)).

## 5. Forme de la subvention

Les dons constituent des subventions à l'investissement qui couvrent une part limitée des coûts d'investissement des projets admissibles:

- systèmes photovoltaïques: maximum 30% des coûts d'investissement;
- grandes installations hydroélectriques: maximum 35% des coûts d'investissement admissibles pour les nouvelles installations et les agrandissements substantiels, maximum 20% pour une rénovation substantielle, maximum 40% pour les nouvelles installations et les agrandissements substantiels qui permettent de stocker une production additionnelle d'au moins 10 GWh.
- Petites installations hydroélectriques: maximum 60% des coûts d'investissement admissibles pour un agrandissement substantiel, maximum 40% pour une rénovation substantielle.
- Centrales alimentées à la biomasse: maximum 20% des coûts d'investissement admissibles.

## 6. À qui et comment la subvention est accordée

Les dons sont accordés aux exploitants d'installations nouvelles ou notablement agrandies ou modernisées sur demande et sous réserve de fonds disponibles.

## 7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

### Montant total de la subvention

Systèmes photovoltaïques:

2017: 100 millions de CHF

2018: 200 millions de CHF

2019: 300 millions de CHF

2020: 380 millions de CHF

Usines hydroélectriques:

2017: 0 million de CHF (dons introduits le 01/01/2018)

2018: 15 millions de CHF

2019: 170 millions de CHF

2020: 15 millions de CHF

Centrales alimentées à la biomasse:

2017: 0 million de CHF (dons introduits le 01/01/2018)

2018: 2 millions de CHF

2019: 0 million de CHF

2020: 10 millions de CHF

## 8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme de dons est limité dans le temps et arrive à expiration à la fin de 2030.

## 9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'a pas d'effet ou un effet très limité sur le commerce. On ne dispose pas de données statistiques permettant d'évaluer les effets sur le commerce.

## **4.2 DONS POUR L'EXPLORATION GÉOTHERMIQUE**

### 1. Titre du programme de subvention

Dons pour l'investissement dans l'exploration géothermique (Loi sur l'énergie; [RS 730.0](#)).



---

2. Période sur laquelle porte la notification

2018-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accroître la production d'électricité provenant de sources d'énergie renouvelables afin d'atteindre les buts définis par la Loi suisse sur l'énergie. Contributions financières pour les activités d'exploration géothermique qui permettent d'attester de la présence d'un réservoir géothermique propice à la production d'électricité.

4. Fondement et législation

Fondement juridique: article 33 de la Loi sur l'énergie, datée du 30 septembre 2016 (Loi sur l'énergie; [RS 730.0](#)), et entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Autorités: Office fédéral Suisse de l'énergie ([www.bfe.admin.ch](http://www.bfe.admin.ch)).

5. Forme de la subvention

Les dons pour l'investissement sont définis comme un pourcentage donné des investissements admissibles. Les coûts admissibles sont les coûts associés à la recherche et à l'évaluation d'une ressource géothermique pour la production ultérieure d'électricité, y compris les frais de prospection, et les frais liés à la construction et à la mise en valeur de plates-formes d'exploitation; au forage, à l'achèvement, à la diagraphie et à l'essai des puits; à la stimulation des puits et à la surveillance du sous-sol.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les contributions peuvent d'abord être accordées pour les activités de prospection en surface dans l'objectif de définir l'emplacement en surface des puits et les voies d'accès vers les points cibles en sous-sol.

Ensuite, et après que les activités de prospection ont été achevées avec succès, les contributions peuvent être accordées pour les puits de forage et les activités connexes qui attestent de l'existence du réservoir potentiel ciblé et du fait qu'il est propice à la production d'électricité.

Les dons pour l'investissement peuvent s'élever à 60% au plus des coûts admissibles et sont subordonnés à la disponibilité de fonds.

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Montant total de la subvention:

2018: 0 million de CHF  
2019: 75 millions de CHF  
2020: 25 millions de CHF

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Le programme de dons a été introduit le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Il est limité dans le temps et vient à expiration à la fin de 2030.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Le programme n'a pas d'effet ou un effet très limité sur le commerce. On ne dispose pas de données statistiques permettant d'évaluer les effets sur le commerce.

### 4.3 PRIME DE MARCHÉ POUR LES GRANDES INSTALLATIONS HYDROÉLECTRIQUES

#### 1. Titre du programme de subvention

Prime de marché rétribuant l'électricité produite par de grandes installations hydroélectriques (Loi sur l'énergie; [RS 730.0](#)).

#### 2. Période sur laquelle porte la notification

2018-2020.

#### 3. Objectif général et/ou objet de la subvention

La prime de marché est accordée pour l'électricité produite par des installations hydroélectriques de plus de 10 MW, qui est vendue à un prix de marché inférieure à son coût de production. Ce programme couvre les pertes économiques encourues par les exploitants pour promouvoir la production continue d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables.

#### 4. Fondement et législation

Contexte: Depuis 2008, de nombreux producteurs d'énergie hydroélectriques n'ont pas été en mesure d'obtenir une rentabilité de l'investissement appropriée donnant lieu à une réduction de la maintenance et à de nouveaux investissements.

Fondement juridique: Loi sur l'énergie, datée du 30 septembre 2016 et entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (Loi sur l'énergie; [RS 730.0](#)), article 88 f) de l'Ordonnance sur l'encouragement de la production d'électricité ([RS 730.03](#)).

Autorité: Office fédéral suisse de l'énergie.

#### 5. Forme de la subvention

Les installations hydroélectriques qui vendent de l'électricité en deçà des coûts de production sur le marché de gros sont habilitées à demander une prime de marché, s'élevant au maximum à 1 centime de franc suisse/kWh. Les ventes aux consommateurs captifs, sur lesquels les coûts peuvent être entièrement répercutés, sont exclues de ce programme de soutien (article 31 de la Loi sur l'énergie).

Afin de calculer la rentabilité d'une installation hydroélectrique, l'Office fédéral suisse de l'énergie (SFOE) a publié une directive concernant les coûts admissibles de production et un formulaire de demande détaillé conjointement avec d'autres documents de mise en œuvre.

#### 6. À qui et comment la subvention est accordée

Le bénéficiaire potentiel doit remplir un formulaire de demande détaillé pour le 31 mai. L'Office fédéral suisse examine toutes les demandes avec un organisme d'inspection externe mandaté et décide du montant de la subvention accordée.

Les bénéficiaires sont ceux qui supportent les pertes, c'est-à-dire l'exploitant de l'installation, le ou les propriétaires de l'installation ou des acheteurs liés contractuellement (détaillants).

#### 7. Montant unitaire de la subvention ou, dans le cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Le surprix est plafonné à un maximum de 1 centime de franc suisse/kWh pour les ventes d'électricité à perte si les demandes n'excèdent pas les fonds disponibles, sinon le surprix par kWh sera inférieur.

Montant total de la subvention:

2018: 100 millions de CHF

2019: 65 millions de CHF

2020: 85 millions de CHF

#### 8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

L'instrument s'étend de 2018 à 2022. Chaque année, les bénéficiaires potentiels ont jusqu'au 31 mai pour demander la prime sur la base de leurs états financiers de l'exercice financier précédent.

#### 9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose pas de données statistiques permettant d'évaluer les effets sur le commerce.

### 5 REMBOURSEMENT DE L'IMPÔT SUR LES HUILES MINÉRALES

#### 1. Titre du programme de subvention

Remboursement de l'impôt sur les huiles minérales pour une utilisation spécifique prévue.

#### 2. Période sur laquelle porte la notification

2019-2020.

#### 3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Un allègement de l'impôt sur les huiles minérales est accordé, sur la base des objectifs suivants, entre autres:

- Dans les domaines de l'agriculture et de la foresterie, de l'extraction des pierres naturelles et de la pêche commerciale, l'objectif est de réduire les coûts de production pour ces secteurs.
- Les sociétés de transport titulaires d'une licence doivent fournir des services d'intérêt général légalement réglementés. C'est pourquoi elles sont exemptées de prélèvement fiscaux.
- S'agissant du tourisme hivernal, l'objectif est d'améliorer les conditions-cadre au moyen des remboursements aux opérateurs de véhicules d'entretien des pistes.

#### 4. Fondement et législation

L'impôt sur les huiles minérales est une taxe spéciale à la consommation qui, depuis 1997, est perçue par la Confédération suisse sur le pétrole, d'autres huiles minérales, le gaz naturel, leurs produits transformés et les combustibles. En plus de l'impôt sur les huiles minérales, une surtaxe sur les huiles minérales est également prélevée sur les combustibles.

Certaines marchandises peuvent, selon leur usage, être soumises à différents taux d'imposition. D'une part, le tarif de l'impôt figurant à l'annexe 1 de la Loi sur l'imposition des huiles minérales (RS 641.61) établit une distinction entre les marchandises utilisées comme combustibles et celles utilisées aux fins d'autres applications. D'autre part, le barème des allègements fiscaux indiqué à l'annexe de l'Ordonnance du Département fédéral des finances (DFF) sur les allègements fiscaux pour l'impôt sur les huiles minérales (RS 641.612) comporte des taux d'imposition réduits pour certains usages. L'impôt sur les huiles minérales (RS 641.612) comporte des taux d'imposition réduits pour certains usages.

L'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières est tenu de faire respecter la législation relative à l'impôt sur les huiles minérales et est donc chargé de l'octroi d'allègements fiscaux.

#### 5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)

Allègement fiscal octroyé sous la forme de remboursement de la différence entre le taux d'imposition normal et le taux réduit.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Si les combustibles (essence, diesel, gaz naturel, etc.) sont utilisés à l'une des fins fiscalement privilégiées énumérées ci-dessous, après qu'ils ont été consommés, le remboursement de la différence entre le taux d'imposition normal et le taux réduit peut être demandé):

- trajets effectués par des sociétés de transport public ;
- activités des véhicules d'entretien des pistes;
- agriculture et foresterie;
- extraction de pierres naturelles;
- pêche commerciale;
- certaines applications stationnaires (alimentation d'installations stationnaires de production d'électricité, entre autres).

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Un allègement fiscal de 163,0 millions de CHF en 2019 et de 160,2 millions de CHF en 2020 a été accordé par l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières.

8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application

À l'exclusion du remboursement de l'impôt sur les huiles minérales pour l'extraction des pierres naturelles (depuis 2007) et pour les opérateurs de véhicules d'entretien des pistes (depuis 2016), l'allègement fiscal existe depuis que l'impôt sur les huiles minérales a été introduit en 1997. Il n'est pas limité dans le temps.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

On ne dispose pas de données statistiques permettant d'évaluer les effets sur le commerce

## **6 AGRICULTURE**

### **6.1 POLITIQUE AGRICOLE 2014-2021**

1. Titre du programme de subvention

Politique agricole 2014-2021 (AP 14-21) – paiements directs.

2. Période sur laquelle porte la notification

2019-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

La politique a pour objet:

- la sécurité de l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires;
- la conservation des ressources naturelles et l'entretien du paysage rural;
- l'occupation décentralisée du territoire.

4. Fondement et législation

- a) Loi fédérale sur l'agriculture du 29 avril 1998 (RS 910.1).
- b) Ordonnance fédérale du 23 octobre 2013 sur les paiements directs (RS 910.13 Ordonnance sur les paiements directs).

5. Forme de la subvention

Le nouveau système de paiements directs comprend sept catégories de paiements, chacune répondant à un objectif de politique spécifique, et le nombre total de mesures est de 24 (2020). Les paiements sont distribués sous la forme de dons.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les paiements sont accordés aux producteurs agricoles.

7. Montant unitaire de la subvention**Résumé général des dépenses liées au régime de paiements directs<sup>1</sup>**

	<b>2019</b> <b>(millions de CHF)</b>	<b>2020</b> <b>(millions de CHF)</b>
Contributions à la sécurité de l'approvisionnement	1 077,3	1 076,8
Contributions au paysage cultivé	526,0	524,0
Contributions au système de production	487,4	492,2
Contributions à la biodiversité	415,8	424,8
Contributions à la qualité du paysage	145,6	146,3
Contributions à l'efficacité des ressources	58,4	67,5
Contribution de transition	104,1	79,7

8. Durée de la subvention

Les paiements resteront en place jusqu'à ce qu'une nouvelle politique agricole entre en vigueur.

**6.2 PRODUITS LAITIERS**1. Titre du programme de subvention

Trois types de suppléments sont en place: le supplément pour le lait transformé en fromage, le supplément pour l'affouragement sans ensilage et le supplément pour le lait commercialisé.

2. Période sur laquelle porte la notification

2019-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le supplément pour le lait transformé en fromage vise à encourager les producteurs laitiers à apporter une valeur ajoutée au lait. De même, le supplément pour le lait commercialisé vise à accroître la valeur ajoutée en encourageant l'approvisionnement en lait de l'industrie alimentaire. Le supplément pour l'affouragement sans ensilage a pour but de promouvoir l'utilisation d'herbe comme fourrage plus écologique et plus cher dans la production laitière.

4. Fondement et législation

Loi fédérale sur l'agriculture du 29 avril 1998 (RS 910.1), articles 38, 39 et 40.

<sup>1</sup> Pour un aperçu plus détaillé, veuillez consulter la notification sous la forme du tableau DS:1 de la Suisse au Comité de l'agriculture de l'OMC.

5. Forme de la subvention

Indemnités (dons).

6. À qui et comment la subvention est accordée

Supplément par kilogramme de lait transformé en fromage, par kilogramme de lait de vaches nourries sans ensilage et par kilogramme de lait commercialisé.

7. Montant unitaire de la subvention

Supplément pour le lait transformé en fromage:

2019: 197 840 798 CHF pour un total de 1 884 198 076 kilogrammes de lait.

2020: 192,2 millions de CHF pour un total de 1 830 039 076 kilogrammes de lait.

Supplément pour l'affouragement sans ensilage:

2019: 31,4 millions de CHF pour un total de 1 048 099 300 kilogrammes de lait.

2020: 30,3 millions de CHF pour un total de 1 011 504 567 kilogrammes de lait.

Supplément pour le lait commercialisé:

2019: 149,5 millions de CHF pour un total de 3 322 004 689 kilogrammes de lait.

2020: 149,4 millions de CHF pour un total de 3 320 139 044 kilogrammes de lait.

8. Durée de la subvention

Les suppléments pour le lait transformé en fromage et pour l'affouragement sans ensilage sont en vigueur depuis 1999. Le supplément pour le lait commercialisé est en vigueur depuis 2019.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Année	Production totale de lait, en t
2019	3 322 004
2020	3 320 139

### 6.3 VIANDE BOVINE

1. Titre du programme de subvention

Contributions au stockage de la viande de veau.

2. Période sur laquelle porte la notification

2019-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

La subvention vise à promouvoir le stockage de la viande de veau suisse. En 2020, elle a également visé à limiter les conséquences économiques de la fermeture des restaurants due à la pandémie de COVID-19 dans le secteur de la viande bovine et de la viande de veau.

4. Fondement et législation

Loi fédérale sur l'agriculture du 29 avril 1998 (RS 910.1).

Ordonnance fédérale du 26 novembre 2003 sur le marché de la viande (RS 916.341: Ordonnance sur la viande).

5. Forme de la subvention

Contributions (dons).

6. À qui et comment la subvention est accordée

La Confédération peut financer des mesures visant à faciliter le stockage de la viande de veau suisse.

7. Montant unitaire de la subvention

Année	Unitaire (CHF par kg)
2019	5,0
2020	5,4

8. Durée de la subvention

La subvention existe depuis 2003.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**Production et commerce de la viande de veau (en tonnes)**

Année	Production	Importations	Exportations
2019	20 839	514	2
2020	19 886	580	2

**6.4 LAINE**1. Titre du programme de subvention

Acquisition de laine indigène et projets prévoyant l'utilisation de laine ("projets concernant la laine").

2. Période sur laquelle porte la notification

2019-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le cheptel ovin se monte actuellement à environ 340 000 têtes, dont la majorité se trouve dans les régions de montagne. La subvention accordée permet à l'industrie lainière suisse d'acquérir la laine du pays, tout en garantissant aux producteurs une contribution à leurs coûts de production. Les contributions liées à des projets de mise en valeur de la laine permettent à l'industrie d'élaborer des procédés de traitement de la laine et de promouvoir les produits en laine.

4. Fondement et législation

Loi fédérale sur l'agriculture du 29 avril 1998 (RS 910.1).

5. Forme de la subvention

2019/20: la Confédération alloue une contribution annuelle d'environ 0,8 million de francs suisses pour le traitement professionnel de la laine de mouton indigène et pour des projets de mise en valeur de la laine.

6. À qui et comment la subvention est accordée

2019/20: la subvention est accordée par la Confédération aux organismes d'entraide reconnus regroupant éleveurs d'ovins et entreprises de transformation de la laine. La contribution est calculée d'après le poids de laine transformée et le coût des projets.

7. Montant unitaire de la subvention

Année	Total (millions de CHF)	Unitaire (CHF par kg)
2019	0,59 pour le traitement de la laine indigène	2,00
2019	0,30 (pour des projets concernant la laine )	
2020	0,58 (pour le traitement de la laine indigène)	2,00
2020	0,18 (pour des projets concernant la laine)	

8. Durée de la subvention

La subvention pour l'acquisition de laine indigène a été instaurée en 1962. Elle est versée en deux tranches annuelles. Les contributions aux projets ont été établies en 2003.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**Production et commerce de laine (en tonnes)**

Année	Production	Importations	Exportations
2019	*	545	542
2020	*	574	518

\* Chiffres de la production totale de laine non relevés.

**6.5 ŒUFS**1. Titre du programme de subvention

Contributions pour l'écoulement des œufs.

2. Période sur laquelle porte la notification

2019-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le but de la subvention est de favoriser l'écoulement des œufs du pays durant les périodes de surproduction.

4. Fondement et législation

Loi fédérale sur l'agriculture du 29 avril 1998 (RS 910.1).

Ordonnance fédérale du 26 novembre 2003 concernant le marché des œufs (RS 916.371: Ordonnance sur les œufs).

5. Forme de la subvention

Contributions (dons).

6. À qui et comment la subvention est accordée

La Confédération peut financer des mesures visant à faciliter l'écoulement des œufs du pays (œufs cassés et réductions de prix).

7. Montant de la subvention

Année	Montant total (millions de CHF)
2019	1,9
2020	2,0

8. Durée de la subvention

Les versements sont habituellement effectués tous les mois au cours d'une année civile.



9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**Production, commerce et consommation d'œufs en coquilles (millions d'unités)**

<b>Année</b>	<b>Production</b>	<b>Importations</b>	<b>Consommation</b>
2019	1 000	411	1 231
2020	1 064	439	1 281

Les exportations sont négligeables.

**6.6 TABAC**1. Titre du programme de subvention

Soutien à la production de tabac.

2. Période sur laquelle porte la notification

2019-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aider à maintenir la production de tabac dans les régions de production traditionnelle.

4. Fondement et législation

Loi fédérale sur l'imposition du tabac (RS 641.31).

Ordonnance fixant les prix de production et les prix aux fabricants pour le tabac indigène (RS 916.116.4).

5. Forme de la subvention

Versements aux producteurs de tabac.

6. À qui et comment la subvention est accordée

La subvention à la production est accordée aux cultivateurs de tabac et pour la transformation du tabac naturel en feuilles. Les subventions proviennent d'un fonds alimenté par une taxe sur les cigarettes vendues en Suisse. Le fonds finance la différence entre les prix à la production (jusqu'au maximum des prix d'objectif fixés par le gouvernement pour chaque catégorie) et le prix du tabac fixé par le gouvernement pour les fabricants.

7. Montant de la subvention

<b>Année</b>	<b>Montant total (millions de CHF)</b>
2019	14,2
2020	14,0

8. Durée de la subvention

La subvention est versée depuis 1984, maintenant sur la base de l'Ordonnance du 18 décembre 1996 fixant les prix de production et les prix aux fabricants pour le tabac indigène.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Année	Production (milliers de t)	Importations* (milliers de t)	Consommation (milliers de t)
2019	1,1	22,7	22,4
2020	1	19,00	18,7

\* Position tarifaire 2401.1010/2010/3010 et 2403.9100/9940 – Tabacs (tabacs bruts, déchets de tabac, tabacs reconstitués).

**6.7 PROTEAGINEUX**1. Titre du programme de subvention

Primes pour la promotion de la culture des protéagineux.

2. Période sur laquelle porte la notification

2019-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les primes de culture pour les protéagineux constituent une des mesures visant à préserver le revenu des producteurs et à soutenir la production locale.

4. Fondement et législation

Loi fédérale sur l'agriculture du 29 avril 1998 (RS 910.1).

5. Forme de la subvention

Versement au producteur (don).

6. À qui et comment la subvention est accordée

Des primes de culture proportionnelles à la surface cultivée sont allouées aux producteurs indigènes de pois protéagineux et de féveroles. Les primes sont allouées chaque année dans le budget de la Confédération.

7. Montant de la subvention

Mesures de soutien		Millions de CHF	
		2019	2020
Versement au producteur (1 000 CHF par hectare)	Féveroles et pois protéagineux	5,3	5,2

8. Durée de la subvention

La subvention est versée en vertu de l'Ordonnance du 23 octobre 2013 (RS 910.17).

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**Production, commerce et consommation**

Féveroles et pois protéagineux			
Année*	Production (milliers de t)	Importations (milliers de t)	Consommation (milliers de t)
2019	18,8	9,1	27,9
2020	15,6	5,5	21,1

\* Les exportations sont négligeables

Position tarifaire 0713.1011/1091/5012/5091

## 6.8 GRAINES OLEAGINEUSES

### 1. Titre du programme de subvention

Primes pour la promotion de la culture des oléagineux.

### 2. Période sur laquelle porte la notification

2019-2020.

### 3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Les mesures en faveur de la culture des champs visent à maintenir une superficie minimum de culture des oléagineux, à la fois pour des raisons biologiques liées à la nécessité d'une certaine diversification des cultures et afin de maintenir l'approvisionnement intérieur.

### 4. Fondement et législation

Loi fédérale sur l'agriculture du 29 avril 1998 (RS 910.1).

### 5. Forme de la subvention

Versement au producteur (don).

### 6. À qui et comment la subvention est accordée

Les subventions ci-après sont accordées pour les graines de colza et de tournesol, ainsi que pour les fèves de soja, le lin oléagineux, le pavot, la citrouille oléagineuse et le carthame. Des primes de culture proportionnelles à la superficie cultivée sont allouées aux producteurs indigènes.

### 7. Montant annuel de la subvention

Mesures de soutien		Millions de CHF	
		2019	2020
Versement au producteur (700 CHF par ha sauf pour les fèves de soja)	Graines de colza et de tournesol, citrouille oléagineuse, lin oléagineux, pavot, carthame, fèves de soja	21,5	22,1
Versement au producteur (1 000 CHF par ha pour les fèves de soja uniquement)			

### 8. Durée de la subvention

Un soutien à la production d'huile a été mis en place en 1951. La subvention était versée en vertu de l'Ordonnance du 23 octobre 2013 (RS 910.17).

### 9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

La subvention a permis de maintenir une superficie minimum de culture des oléagineux. La production intérieure atteint 20 à 25% de la consommation moyenne d'huiles et de graisses végétales en Suisse.

### Production et commerce (en tonnes)

Année		Production	Importations	Exportations d'huile
2019	Colza	67 800	6 990	306
	Fèves de soja	5 350	12 500	85
	Graines de tournesol	17 700	4 800	188
2020	Colza	88 000	7 600	412
	Fèves de soja	5 250	10 650	208
	Graines de tournesol	12 300	5 500	308

## 6.9 BETTERAVE A SUCRE

### 1. Titre du programme de subvention

Primes pour la promotion de la culture des betteraves à sucre destinées à la production de sucre.

### 2. Période sur laquelle porte la notification

2019-2020.

### 3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Dans le but d'assurer l'approvisionnement intérieur, une subvention visant à promouvoir la production de betteraves à sucre a été introduite en 2008 et a complètement remplacé, en 2009, l'allocation accordée aux sucreries.

### 4. Fondement et législation

Article 54 de la Loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (RS 910.1).

### 5. Forme de la subvention

Versement au producteur (don).

### 6. À qui et comment la subvention est accordée

Les primes de culture sont proportionnelles à la superficie cultivée. Elles sont allouées aux producteurs indigènes de betteraves à sucre qui sont utilisées pour produire du sucre. Pour recevoir le don, les producteurs doivent avoir un contrat écrit avec une sucrerie.

### 7. Montant unitaire de la subvention

Année	Mesures de soutien	Total (millions de CHF)	CHF par hectare
2019	Versement au producteur (don)	33,6	2 100
2020	Versement au producteur (don)	36,8	2 100

### 8. Durée de la subvention

La législation sur laquelle repose le subventionnement de la production de sucre a été instaurée en 1957. La subvention a été versée en vertu de l'Ordonnance du 7 décembre 1998 pour 2013 et de l'Ordonnance du 23 octobre 2013 pour 2014 (RS 910.17).

### 9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

#### Sucre: production et commerce (t)

Année	Production	Importations <sup>2</sup>	Exportations <sup>3</sup>
2019	239 000	71 200	4 100
2020	226 000	83 800	4 300

## 6.10 SEMENCES

### 1. Titre du programme de subvention

Primes encourageant la culture de semences végétales.

### 2. Période sur laquelle porte la notification

2019-2020.

<sup>2</sup> Positions du tarif douanier: 1701.12/91/99.

<sup>3</sup> *Idem.*

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

La culture de semences destinées à la production de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux doit être maintenue, conformément aux conditions de production suisses, pour assurer l'approvisionnement intérieur.

4. Fondement et législation

Loi fédérale sur l'agriculture du 29 avril 1998 (RS 910.1).

5. Forme de la subvention

Versement au producteur (don).

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les subventions ci-après sont accordées pour la production de semences de pommes de terre, de maïs, de graminées et de légumineuses. Des primes de culture proportionnelles à la surface cultivée sont allouées aux producteurs indigènes.

7. Montant de la subvention

Mesures de soutien		Millions de CHF	
		2019	2020
Versement au producteur (1 000 CHF par ha)	Production de semences (graminées, légumineuses)	0,4	0,5
Versement au producteur (700 CHF par ha)	Production de semences (pommes de terre, maïs)	1,1	1,1

8. Durée de la subvention

La subvention a été versée en vertu de l'Ordonnance du 23 octobre 2013 (RS 910.17).

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**Production et commerce (milliers de tonnes)**

Année		Production	Importations	Exportations
2019	Pommes de terre de semence <sup>1</sup>	20,6	4,01	1,9
	Maïs de semence <sup>2</sup>	0,5	1,2	0,02
	Graminées de semence <sup>3</sup>	0,01	9,6	1,7
2020	Pommes de terre de semence	22,7	6,4	0,23
	Maïs de semence	0,39	1,3	0,02
	Graminées de semence	0,087	9,5	1,5

<sup>1</sup> Position tarifaire: 0701.1010/1090.

<sup>2</sup> Position tarifaire: 1005.1000.

<sup>3</sup> Position tarifaire: 1209.21/22/23/24/25/29/30.

**6.11 FRUITS**1. Titre du programme de subvention

Mise en valeur de la production nationale.

2. Période sur laquelle porte la notification

2019-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Offrir des produits à des prix compétitifs dans le cadre de la promotion du développement rural. D'autres mesures dans ce secteur visent à éviter un effondrement des prix des produits nationaux.

4. Fondement et législation

Loi fédérale sur l'agriculture du 29 avril 1998 (RS 910.1).

5. Forme de la subvention

Les subventions sont octroyées de la façon suivante:

- a. les subventions visant à encourager l'utilisation des excédents sont destinées avant tout aux fabricants de jus de fruits concentrés et couvrent les frais supplémentaires occasionnés par la prise en charge des excédents;
- b. des subventions sont aussi versées aux producteurs afin d'établir des conditions compétitives d'achat de fruits suisses à des fins de transformation. Il s'agit de sommes fixes par unité qui sont déterminées en fonction des conditions du marché.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Voir les réponses à la question n° 5.

7. Montant de la subvention**Montant total (en millions de CHF)**

Année	Total
2019	3,3
2020	3,1

Montant unitaire

Les montants par unité concernant les mesures mentionnées ne peuvent être indiqués, leur importance variant trop selon les conditions et la situation du marché.

8. Durée de la subvention

Pour les mesures au cours de la période sur laquelle porte la notification, voir les réponses à la question n° 5.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**Production et commerce (milliers de tonnes)**

Année	Production		Importations	
	Total <sup>4</sup>	Dont pommes	Chapitre 08	Position 0808/0809
2019	190	138	560	63
2020	196	141	603	67

Les quantités de fruits exportés (chapitre 08) se sont élevées à:

2019: 6 992 tonnes.

2020: 4 245 tonnes.

**6.12 VIN**1. Titre du programme de subvention

Mesure visant le déclassement des vins AOC en vin de table.

<sup>4</sup> Pommes, poires, coings, cerises, prunes et pruneaux, abricots, pêches et baies.

2. Période sur laquelle porte la notification

2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

La subvention vise à limiter les conséquences économiques de la fermeture des restaurants due à la pandémie de COVID-19 dans le secteur vitivinicole. Une aide exceptionnelle est accordée aux entreprises qui déclassent des vins d'appellation d'origine contrôlée (vins AOC) des millésimes 2019 et antérieurs en vin de table.

4. Fondement et législation

La mesure est définie dans l'Ordonnance du 20 mai 2020 concernant l'aide financière exceptionnelle pour le déclassement de vins d'appellation d'origine contrôlée en vin de table en lien avec le coronavirus (Ordonnance COVID-19 déclassement de vins; RS: 916.141).

5. Forme de la subvention

Contributions aux entreprises

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les subventions sont accordées sous forme de contributions aux entreprises qui satisfont aux exigences et aux conditions définies aux articles 3 et 4 de l'Ordonnance COVID-19 déclassement de vins.

7. Montant de la subvention

Montant total de la subvention: 9,8 millions de CHF.

Montant unitaire:

Le montant moyen est de 165 CHF par hectolitre de vin AOC déclassé.

8. Durée de la subvention

La subvention était exceptionnelle et n'était en vigueur que pour 2020.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**Production et commerce (en hl)**

Année	Production		Importations <sup>1</sup>	
	blanc	rouge	blanc	rouge
2019	497 531	481 914	397 588	1 156 915
2020	413 144	421 091	392 644	1 199 550

<sup>1</sup> Positions du tarif douanier: 2204.21/2204.22/2204.29.

**6.13 CEREALES**1. Titre du programme de subvention

Supplément pour les céréales.

2. Période sur laquelle porte la notification

2019-2020.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le supplément pour les céréales vise à accroître la valeur ajoutée en encourageant les producteurs de céréales à approvisionner l'industrie alimentaire en matières premières.

4. Fondement et législation

Article 55 de la Loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture (RS 910.1).

5. Forme de la subvention

Versement au producteur (don).

6. À qui et comment la subvention est accordée

Conformément à l'article 55 de la Loi sur l'agriculture, lu conjointement avec l'article 4 de l'Ordonnance sur les contributions à des cultures particulières (RS 910.17), le supplément pour les céréales est versé pour les surfaces affectées aux cultures de blé, d'épeautre, de seigle, d'amidonniér, d'engrain, d'orge, d'avoine, de triticales, de riz, de millet, de sorgho, ainsi que de mélanges de ces céréales.

7. Montant unitaire de la subvention

Année	Mesures de soutien	Total (en millions de CHF)	CHF par hectare
2019	Versement au producteur (don)	15,6	128
2020	Versement au producteur (don)	15,7	129

8. Durée de la subvention

La législation sur laquelle repose le subventionnement pour les céréales a été instaurée en 2019.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**Production et commerce de céréales (milliers de tonnes)**

Année	Production	Importations <sup>5</sup>	Exportations <sup>6</sup>
2019	472,9	761,8	7,3
2020	501,0	730,8	5,4

<sup>5</sup> Position tarifaire: 10.

<sup>6</sup> Idem: 10.